

### QATAR : FICHE PAYS - MAI 2023

Catégorie OCDE (2023) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AA / Aa3 / AA-

Change : Riyal qatari (QAR) / Régime de change fixe arrimé à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -25 % d'émissions carbone d'ici 2030



#### FORCES

- 3<sup>e</sup> réserves mondiales de gaz conventionnels
- Large fonds souverain (QIA)
- Stratégie de diversification de l'économie depuis 2011

#### FAIBLESSES

- Tensions géopolitiques
- Dépendance à la main d'œuvre étrangère
- Banques exposées au risque de ralentissement des prix immobiliers

### SYNTHÈSE :

Évolution des risques : Stable

#### Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2022, le Qatar connaît un fort rebond de croissance de +4,2 % porté par des prix élevés des hydrocarbures et la Coupe du Monde FIFA au T4 2022 (+8% en de croissance du PIB en g.a sur cette fin d'année). En 2023, la croissance devrait ralentir et se situerait entre +2,3 % et +3,3 %.
- Vulnérabilité des comptes publics : L'excédent budgétaire devrait légèrement se réduire mais rester élevé en 2023 (8,1%). Si les recettes énergétiques seraient plus modérées, les dépenses publiques devraient augmenter en raison de la hausse des salaires publics. Les dépenses publiques représenteraient 27,1 % du PIB en 2023 (25,4 % en 2022). La dette publique devrait se maintenir en 2023 pour atteindre 45,5 % du PIB.
- Vulnérabilité extérieure : En 2022, le solde courant est largement excédentaire (26 % du PIB) grâce à la hausse des exportations et le pic de tourisme. En 2023, le solde courant devrait se modérer (+19,2 % du PIB) tout en restant très élevé. La dette externe diminue fortement en 2022, 131,5 % du PIB contre 161,5 % en 2021. En 2023, elle devrait être de 133,3 % du PIB. L'ancrage du riyal n'est pas remis en cause.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : En 2022, la Qatar National Bank (QNB) enregistre des profits nets en hausse +9 % notamment grâce à la hausse des crédits et des dépôts des résidents. Une augmentation des taux de NPL pourrait se produire en raison de la fin des reports de remboursements accordés pendant la pandémie par le gouvernement.

#### Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Les tensions dans la zone s'apaisent et les relations commerciales du Qatar avec l'Egypte et les EAU se multiplient. Quelques tensions sont apparues avec l'Union Européenne dues au scandale de corruption du Parlement Européen. La perspective de la dégradation des relations entre les deux partis est peu probable compte tenu de la dépendance de l'UE aux hydrocarbures qatari.
- Climat des affaires : La stabilité politique, le faible taux d'imposition des sociétés (10%) et la stabilité du riyal devraient permettre à l'environnement des affaires de rester favorable en 2023. L'engouement autour de la coupe du Monde FIFA devrait générer des flux d'investissements entrants.

#### Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Qatar a lancé en 2021 un plan d'action national sur le changement climatique visant à réduire de 25 % les émissions de GES d'ici 2030. Le pays s'est également fixé l'objectif de faire passer à 20 % la part des énergies renouvelables dans sa consommation énergétique (0% aujourd'hui).

### STRUCTURE DES ÉCHANGES

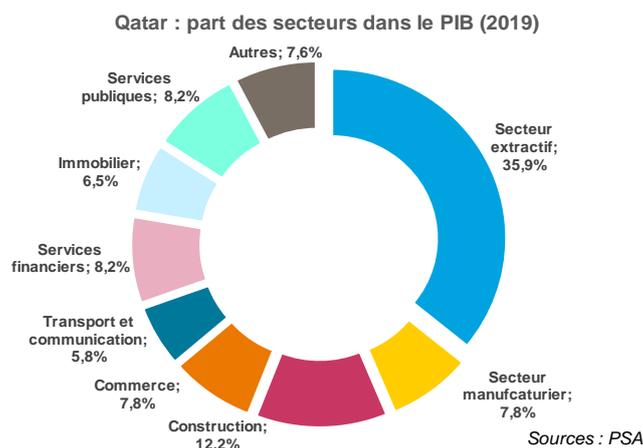
Principaux produits échangés		Principaux partenaires commerciaux + France	
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2020 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2020 (% du total)	
Exportations	Importations	Exportations	Importations
Combustibles minéraux 84,5%	Machines, appareils mécaniques 17,5%	1 Japon 17,1%	1 Etats-Unis 17,5%
Plastiques 3,7%	Equipements électroniques 9,2%	2 Corée du Sud 15,4%	2 Chine 12,6%
Aluminium 2,0%	Véhicules 6,4%	3 Inde 12,7%	3 Allemagne 6,5%
Engrais 2,0%	Produits en fer et acier 4,4%	4 Chine 12,4%	4 Royaume-Uni 6,0%
Navires, bateaux 0,9%	Avions 6,2%	20 France 0,8%	9 France 3,0%

Source: ITC

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

QATAR		2019	2020	2021	2022(e)	2023 (p)	2024 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)		176,4	144,4	179,7	225,5	219,6	225,7
	<i>Rang PIB mondial</i>	56	59	58	53	54	56
Population (Mns)		2,8	2,7	2,6	2,7	2,6	2,6
	<i>Rang Population mondiale</i>	132	134	130	129	129	128
PIB / habitant (USD)		63 012	53 804	68 631	84 417	83 901	87 098
Croissance PIB (%)		0,7	-3,6	1,6	4,2	2,4	1,8
Inflation (moyenne annuelle, %)		-0,9	-2,7	2,3	5,0	3,0	2,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)		6,9	12,7	9,9	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dette publique (% PIB)		62,1	72,6	58,4	45,3	45,5	42,9
Solde public (% PIB)		4,8	1,3	4,4	14,2	14,7	11,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*		NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB)		2,4%	-2,0%	14,7%	26,0%	19,2%	14,9%
IDE (% du PIB)**		-4,1%	-3,6%	-0,7%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)****		5,9	6,7	7,0	8,0	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)		138%	186%	162%	132%	133%	135%
Dette extérieure CT (% PIB)		NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change***		3,64	3,64	3,64	3,64	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés		18,5	18,7	19,3	19,7	NA	NA
Taux de NPL		2,2	2,3	2,6	3,6	NA	NA
ROE		NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		73	71	60	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		83	77	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>		1	1	1	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>		46	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>		NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 04/2023), \*Banque Mondiale, \*\*Oxford Economics, \*\*\*QCB, \*\*\*\*Fitch, \*\*\*\*\*Statista, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch





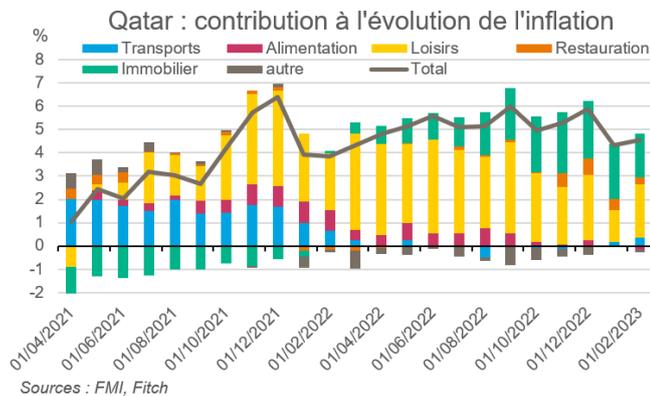
## 1. SITUATION ECONOMIQUE

### • Une forte croissance en 2022

En 2022, le Qatar renoue avec son niveau de croissance pré-Covid après une année 2021 marquée par les conséquences de la pandémie (mesures sanitaires, consommation privée faible et processus de réembauche limité).

En 2022, la croissance du PIB a atteint +4,2 % (+1,6 % en 2021). L'activité a été principalement portée par les activités hors hydrocarbures (+6,7 %), notamment grâce à la levée totale des restrictions sanitaires et au S2 2023 avec l'afflux touristique, lié à la Coupe de Monde FIFA (+19,8 % de touristes arrivés en 2022 par rapport à 2019). Le PIB a enregistré une forte augmentation au T4 2022, +8 % en g.a, grâce à cet évènement. Le Qatar, 5ème producteur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), a par ailleurs bénéficié de la hausse des prix des hydrocarbures, et plus particulièrement du gaz. La croissance des activités extractives en volume a été de +1,7 % après -0,3 % en 2021.

Malgré les pressions inflationnistes engendrées par la Coupe de Monde FIFA en fin d'année, l'inflation est restée relativement contenue (+5 % en m.a). Calquant la majeure partie de ses hausses des taux d'intérêt sur celles de la Fed, la Qatar Central Bank (QCB) a relevé ses taux de 325 pdb depuis avril 2022.



### • Ralentissement de l'activité pour 2023

Dans un contexte de ralentissement mondial, l'économie qatarienne devrait connaître une croissance plus faible en 2023. Les différents instituts de prévision estiment ainsi la croissance du PIB entre +2,3 % et +3,3 % en 2023. Le ralentissement de l'activité s'expliquerait notamment par des effets de base, en lien avec la baisse des prix des hydrocarbures ou la conclusion de la Coupe du Monde FIFA (pour la construction avec l'achèvement des projets d'infrastructures). Les capacités de

production du pays étant pour l'instant contraintes, la production de GNL ne devrait pas augmenter avant l'achèvement de la première phase du projet gazier North Field en 2025.

La consommation publique et privée devrait ralentir en 2023 en raison de la fin de la Coupe du Monde FIFA. Les taux d'intérêt élevés pratiqués par la QCB durcissent les conditions de crédit, notamment aux ménages. La contribution à la croissance de la consommation privée devrait donc diminuer. La consommation publique devrait également décélérer de +4,5 % à +3 % de croissance en 2023. Le gouvernement a désormais pour objectif de contenir les dépenses publiques et de centraliser les décisions budgétaires des entités publiques.

Le tourisme devrait également contribuer positivement à la croissance en 2023. L'engouement généré autour du pays par la Coupe du Monde FIFA et le développement des infrastructures aériennes avec la fin de la première phase d'expansion de l'aéroport d'Hamad International (HIA) devraient permettre au pays d'enregistrer des flux touristiques importants. Le Qatar accueille de nombreux évènements en 2023 notamment l'EXPO 2023 Doha, exposition internationale d'horticulture, où près de 3 millions de visiteurs sont attendus. Le tourisme qatari retrouve donc ainsi ses niveaux pré-covid et devrait être facteur de croissance en 2023.

### • Un système bancaire plus vulnérable

Les deux plus grandes banques du pays, la Qatar National Bank (QNB) et la Qatar Islamique Bank (BIK), ont enregistré des profits importants en 2022, La BIK a vu son profit augmenter de + 12,7 % tandis que celui de la QNB a augmenté de + 9 % en raison de la hausse des crédits (+ 6 % en 2022) et des dépôts des résidents (+ 7 % en 2022). Fin 2022, le taux de NPL est de 3,6 %, en légère hausse par rapport au taux de 2021 qui s'élevait à 2,6%. Cependant, les mesures prises pendant la crise du COVID sur le report des remboursements des prêts sont arrivées à leur terme fin 2022, ce qui devrait être suivi d'une augmentation des NPL dans les prochains mois. Le ratio de liquidité (LCR) se dégrade en passant de 117 % à 99 %, soit légèrement en dessous du niveau requis dans le cadre de Bâle III.

La Qatar Investment Bank (QIA), actionnaire à hauteur de 7 % de Crédit Suisse (572 millions de dollars), a enregistré des pertes à la suite de la chute de la banque. Cependant, compte tenu de la diversité de ses investissements, ces pertes ne mettent pas en danger la santé du fonds souverain.



- **Des perspectives favorables à moyen terme**

Les bénéfices attendus de l'exploitation du champ gazier North Field devraient porter la croissance moyenne du PIB à +6,7 % dès 2025. Ce projet permettra, à la fin de la seconde phase en 2027, d'augmenter la production de GNL du pays de plus de 60 %.

Les efforts de diversification menés par le Qatar contribuent également favorablement aux perspectives du pays. Le gouvernement qatari souhaite réduire la dépendance de son économie aux prix des hydrocarbures en développant notamment les énergies renouvelables. Ainsi, le pays a inauguré sa première centrale solaire de grande envergure, la station Al Kharsaah, dont des extensions sont prévues d'ici 2030. Le projet Qatar National Vision 2030, dont le but est la diversification de l'économie par le développement d'infrastructures (port, tramways), de la santé, de l'éducation ou encore du sport offre également des perspectives favorables.

Enfin, la volonté du pays de multiplier l'accueil d'événements d'ampleur internationale sur son territoire, comme avec la Coupe d'Asie des nations AFC qui se tiendra début 2024, contribuera favorablement aux secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et des transports, notamment aériens.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

En 2023, les dépenses publiques devraient augmenter notamment à cause la hausse des salaires du secteur public, en lien avec l'inflation. Ainsi, les dépenses publiques représenteraient 27,1 % du PIB (25,4 % en 2022). Les recettes publiques provenant des hydrocarbures (80 % des recettes totales) devraient diminuer en raison du ralentissement des prix. L'introduction de la TVA à 5 %, repoussée en 2022 à cause des inquiétudes du gouvernement qatari vis-à-vis de l'inflation, devrait finalement entrer en vigueur au début de l'été. Cette nouvelle taxe devrait contribuer à la diversification des sources de revenus du pays. Malgré le ralentissement des prix des hydrocarbures, le solde public devrait légèrement s'améliorer en 2023 et atteindre 14,7 % du PIB selon le FMI, contre 14,2 % en 2022.

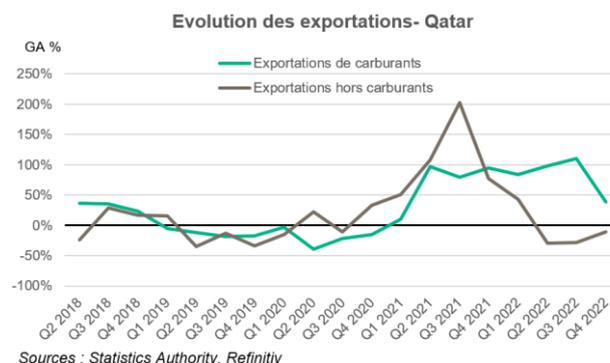
La dette publique se maintiendrait à près de 45 % du PIB en 2023, soit un niveau modéré. Sa structure étant relativement saine, l'agence de notation S&P a relevé la notation souveraine d'un cran à AA, soit la notation la plus élevée du Golfe avec les E.A.U.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un excédent courant qui se réduit mais qui reste élevé**

Le Qatar a enregistré un excédent courant historiquement élevé en 2022 (26 % du PIB), le plus important depuis 2014, en raison des prix élevés des hydrocarbures et des retombées du tourisme liées la Coupe du Monde FIFA. Le solde courant atteindrait 19,2 % du PIB selon le FMI, en lien avec un moindre excédent commercial mais toujours très important. Le ralentissement de la production de gaz et de pétrole (quotas OPEP+) combinée à la baisse attendue des prix impliquerait une modération des exportations d'hydrocarbures (90 % du total des exportations). Une reprise finalement plus forte en Chine et une activité plus résiliente dans les pays développés pourraient néanmoins constituer un scénario alternatif favorable à un maintien élevé du prix du gaz et donc plus favorable pour les exportations en volume du Qatar.

La signature de contrats de long terme avec l'Allemagne et la Chine, d'une durée respective de 15 et 27 ans, assure au Qatar une demande externe importante de GNL à moyen et long terme. L'extension de l'exploitation North Field fournira les capacités de répondre à cette demande. A long terme, l'excédent courant devrait donc rester élevé.



- **Des réserves de change abondantes**

Après un creux en 2017 lié au début de l'embargo par les pays voisins (cf. Partie 4), les réserves de change se sont redressées en 2018, avant de se stabiliser en 2019. Ces dernières atteindraient plus de 7 mois d'importations en 2023. Le recours aux actifs du fonds souverain Qatar Investment Authority QIA (200 % du PIB) constitue un gage de stabilité en cas de nouveau stress sur les réserves. L'ancrage du riyal qatarien à l'USD n'est pas remis en cause, et la QCB calquera ses interventions monétaires sur celles de la Fed pour le consolider.



- **Une dette externe qui reste élevée**

La chute des cours du pétrole en 2014, l'épidémie de Covid-19 et l'organisation de la Coupe du Monde FIFA ont forcé le pays à un recours important à des financements extérieurs ces dernières années. En 2021, la dette externe a atteint 161,5 % du PIB, un niveau très élevé avant de diminuer à 131,5 % en 2022. En 2023, la dette externe devrait représenter 133,3 % du PIB, selon le FMI. En 2023, la dette externe publique représenterait 25 % du PIB tandis que la dette externe privée s'élèverait à 108,3 % du PIB. Toutefois, sa structure ne présente pas de risque particulier et sa soutenabilité ne semble pas remise en question à ce stade.

#### 4. ASPECTS POLITIQUES

- **Renforcement des liens avec les voisins mais tensions avec l'Union Européenne**

Depuis la signature en janvier 2021 de l'accord Al Ula qui marque la fin de l'embargo entre le Qatar et le quartet arabe (Arabie Saoudite, E.A.U, Bahreïn, Egypte), les relations diplomatiques du pays avec ses voisins se renforcent. A titre d'illustration, les E.A.U ont récemment autorisé le retour des chaînes d'informations qatariennes sur leur territoire. Par ailleurs, les relations financières avec l'Egypte s'améliorent, QIA étant en négociation pour acquérir des parts dans de grandes entreprises égyptiennes (télécommunications).

Les relations avec l'Union Européenne (UE) se sont en revanche tendues ces derniers mois à la suite de la révélation du scandale de corruption au sein du Parlement Européen. Compte tenu de la dépendance de l'UE au gaz liquéfié qatari, l'hypothèse d'une forte dégradation des liens avec l'UE ne paraît pas envisagée.

- **Un climat des affaires favorable**

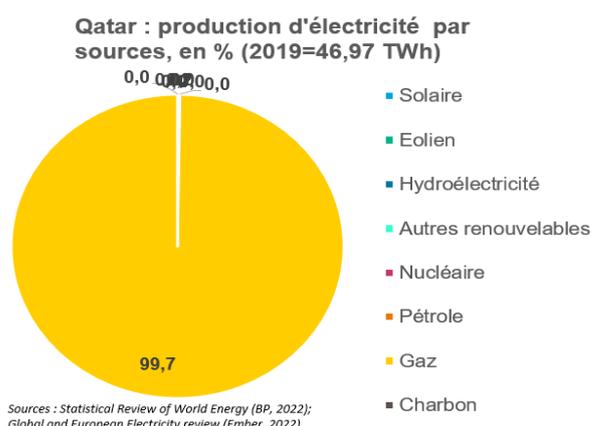
Le Qatar s'est classé au 40<sup>ème</sup> rang (sur 129) pour les indicateurs d'efficacité du gouvernement du *Global Innovation Index 2020*, et est considéré par les indices internationaux de lutte contre la corruption comme l'un des pays les plus performants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (31<sup>ème</sup> sur 180 au classement *Corruption Perception Index* de 2021).

La stabilité politique, le faible taux d'imposition des sociétés (10 %), la stabilité du riyal, et l'entrée en vigueur de la loi de 2020 visant à promouvoir les PPPs devraient permettre à l'environnement des affaires qatari de rester favorable en 2023. De plus, les partenaires commerciaux et financiers ne feront plus face aux difficultés logistiques causées par l'embargo, ce qui devrait stimuler les flux d'investissements entrants.

#### 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le risque physique reste modéré au Qatar, qui occupe la 44<sup>ème</sup> place (sur 182) au classement ND-GAIN. Le pays est néanmoins confronté à un risque de transition important en raison de la très faible diversification de sa production d'électricité (99,7 % provenant du gaz en 2019). Le pays a par ailleurs recours massivement au dessalement. Cette activité hautement émettrice de GES contribue largement aux émissions du pays. Le pays est l'un des plus gros producteurs de GES avec 32,8 tonnes par an par habitants.

Néanmoins, sa production abondante de gaz naturel liquéfié, considéré comme énergie de transition, lui permet d'avoir une place centrale dans la transition énergétique mondiale. Le Qatar entreprend également des efforts de diversification importants en investissant dans l'énergie solaire. L'ouverture de la station Al Kharsaah, la 1<sup>ère</sup> station solaire du pays, a pour but de couvrir 10 % des besoins énergétiques du pays. Des projets similaires sont prévus par le Qatar dès 2030 afin d'augmenter à 20 % la part des énergies renouvelables dans sa consommation énergétique (0 % aujourd'hui).





## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

**Anne-Sophie Fèvre**

*Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*

as.fevre@bpifrance.fr

**Adriana Meyer**

*Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*

adriana.meyer@bpifrance.fr

**Victor Lequillier**

*MENA, Turquie, Chine, ASEAN*

victor.lequillier@bpifrance.fr

**Elsa Coffy**

*Economiste stagiaire*

elsa.coffy@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

**Laetitia Morin**

*Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*

laetitia.morin@bpifrance.fr

**Thomas Laboureau**

*Macroéconomie France, conjoncture ETI*

thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.